



Réseau solidarité - Peuples Solidaires

“ Dénoncer la violation des droits au Sud ”

Dossier pages 4 à 7

édito

L'aide publique au développement Une urgence pour la planète

Physiquement et moralement, notre planète va mal et chaque citoyen, à son niveau, y peut quelque chose. Au moment où se préparent les élections municipales, notre association, Horizons Solidaires, souhaite inciter tous les candidats à réfléchir à l'engagement possible de leur commune dans une démarche de coopération officielle, réfléchie et durable, organisée dans le cadre législatif de la « coopération décentralisée ».

L'enjeu de cet engagement est double. Pour la collectivité partenaire (« du Sud »), dans un contexte de développement durable, il s'agit d'améliorer la vie quotidienne de ses habitants ; de créer une dynamique de développement économique, social et culturel qui puisse se pérenniser par elle-même ; de consolider la démocratie locale par des échanges de savoir et de compétences entre élus et fonctionnaires municipaux.

Pour notre collectivité, il s'agit d'ouvrir une fenêtre sur le monde extérieur afin de découvrir d'autres cultures ; de combattre le racisme ordinaire par une connaissance concrète des partenaires ; de dynamiser notre tissu social local en rendant nos concitoyens acteurs de développement au sein d'associations de solidarité ; de reconsidérer nos modes de pensée et de développement en les confrontant à ceux de nos partenaires.

Comment faire ?

Sur tous les aspects du « comment faire » (juridiques, financiers, techniques, culturels) notre association, parmi d'autres bien sûr, est en mesure de vous apporter, avec l'aide de ses partenaires : informations, conseils, formation, accompagnements personnalisés, afin de concrétiser, avec succès, votre engagement.

Le financement peut être modeste, s'il est durable ;

il peut être aidé par de nombreux dispositifs de cofinancement ; il peut devenir l'affaire de votre communauté de communes ou de votre « pays ».

C'est donc votre engagement politique qui est le préalable à toute action ; chaque candidat aux municipales a le devoir d'y réfléchir maintenant. Inscrire la coopération dans son programme électoral, c'est une façon de faire reculer les barrages électrifiés et les reconduites aux frontières. C'est aussi une manière efficace de dire à tous nos concitoyens que cette coopération est indispensable. ■

JEAN DESHAYES,
Secrétaire d'Horizons Solidaires

Documents de référence sur les sites :
www.crbn.fr ; www.diplomatie.gouv.fr
(rubrique coopération décentralisée)
www.horizons-solidaires.org

L'ACTUALITÉ D'HORIZONS SOLIDAIRES

Plates-formes pays



Réunion de la plate-forme Madagascar, septembre 2006.

Les **plates-formes** géographiques régionales d'Horizons Solidaires permettent de réunir, deux à trois fois par an, tous les acteurs bas-normands de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale qui mènent des actions d'appui dans un pays donné, en voie de développement. Les membres des plates-formes se retrouveront à la rentrée pour faire le point sur leurs activités et rapporter des nouvelles « fraîches » de leurs récents voyages dans ces pays. Si vous avez des actions ou un intérêt pour l'un de ces pays, n'hésitez pas à les rejoindre.

Publication

Parution du **Guide de la coopération décentralisée pour l'eau potable et l'assainissement**. Ce guide a pour objectif de présenter le cadre d'intervention et les outils disponibles pour s'engager dans des actions de solidarité dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Disponible auprès d'Horizons Solidaires (02 31 84 39 09) ou du Programme Solidarité Eau : pseau@pseau.org

Plate-forme Asie du Sud-Est : 27 septembre à Saint-Lô

Plate-forme Burkina-Faso : réunion constitutive le 1^{er} octobre au Centre de Ressources des Associations à Caen.

Plate-forme Madagascar : 11 octobre au Centre de Ressources des Associations à Caen.

Plate-forme Sénégal : 17 octobre

Plate-forme Mali : 23 octobre au Centre de Ressources des Associations à Caen.

Renseignements : Horizons Solidaires au 02 31 84 39 09

Newsletter n°0

La première lettre électronique d'Horizons Solidaires est parue. Le numéro 0 a pour thème « le statut du bénévole et les exonérations fiscales ». Vous pouvez la consulter en ligne sur le site Internet d'Horizons Solidaires. Retrouvez d'ailleurs toute l'actualité de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale en Basse-Normandie sur le site Internet : www.horizons-solidaires.org

CALENDRIER

Semaine de la Solidarité Internationale

La dixième édition de la **Semaine de la Solidarité Internationale** aura lieu du 17 au 25 novembre 2007. Cet événement national est l'occasion de mettre en avant les initiatives de solidarité internationale et la diversité de l'engagement des acteurs, quels que soient les thématiques ou les pays concernés. De nombreuses manifestations seront organisées en Basse-Normandie. Pour davantage d'informations : www.lasemaine.org

Collectivités et associations

Dans le cadre de son cycle de Journées de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale, CUF organise le 25 septembre une journée sur le thème « **Quels partenariats entre collectivités locales et associations ?** »

Renseignements auprès de Cités Unies France au 01 53 41 81 86.

Tourisme responsable

Organisation des **premières rencontres sur le Tourisme responsable** en Région Centre le samedi 29 septembre à Tours. Informations sur www.centraider.org ou www.regioncentre.fr

Les villes changent le monde

Du 28 au 31 octobre prochain, se tiendra le II^{ème} Congrès Mondial de Cités et Gouvernements locaux unis, dans la Province de Jeju, Corée du Sud, sur le thème "les villes changent et transforment le monde". Les collectivités territoriales françaises sont vivement invitées à venir participer à cet événement mondial le premier de cette nature en Asie. Pour davantage d'informations contacter Cités Unies France (01 53 41 81 81) qui centralise l'information sur les délégations françaises.

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Délégation régionale à Madagascar

F. Decatens



La délégation normande à Madagascar.

Fin juin, une délégation régionale composée de représentants de la Région Basse-Normandie, du Parc des marais du Cotentin et du Bessin et de l'Université de Caen, dirigée par Yannick Soubien, vice-président Vert à la formation, s'est rendue sur l'île de Madagascar afin de préparer l'accord de coopération décentralisée qui sera signé en fin d'année entre la Basse-Normandie et la région d'Astinanana

(côte est). Le projet de coopération, mené en commun avec la Haute-Normandie, prévoit un appui institutionnel (les premières élections décentralisées auront lieu dans 3 ans) et un accompagnement au développement durable en milieu rural. Deux fonctionnaires malgaches seront accueillis à la Région pour s'informer sur les méthodes de gestion et de fonctionnement.

Accord de coopération avec la Macédoine

Le programme de coopération entre le territoire bas normand et le territoire macédonien entre dans une phase de réalisation concrète. Cette coopération cofinancée par le Ministère des Affaires étrangères et coordonnée par l'Agence de la Démocratie Locale (ADL) doit permettre de contribuer à renforcer les capacités institutionnelles des élus et des techniciens des collectivités pour une meilleure gouvernance locale des deux territoires coopérants. Un premier protocole de coopération entre la Région Basse-Normandie et les autorités macédoniennes a été signé le 11 décembre 2006 et le 7 juillet les acteurs bas normands et macédoniens se sont rencontrés à Skopje. Le 18 septembre à l'Hôtel de Région en présence de l'Ambassadeur de Macédoine en France (ou de son représentant) et du Conseiller de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France se tiendra le premier comité de pilotage bilatéral.

Pour tout complément d'information contacter la Mission Coopération décentralisée et Droits de l'Homme de la Région Basse-Normandie : 02 31 06 95 07 ou s.guichet@crbn.fr

ECHOS

Nouvelle chargée de mission à l'AFDI

Guillaume Barbedette vient de quitter son poste de chargé de mission à l'AFDI pour suivre une formation d'ingénieur en agriculture à Angers. Horizons Solidaires lui souhaite la plus grande réussite pour ses nouvelles orientations professionnelles. Nous avons le plaisir d'accueillir Gwenaëlle Rossignol qui prendra la relève des activités menées par Guillaume à l'AFDI et plus particulièrement le suivi du Programme Concerté Mali.

Maison des solidarités et de la citoyenneté

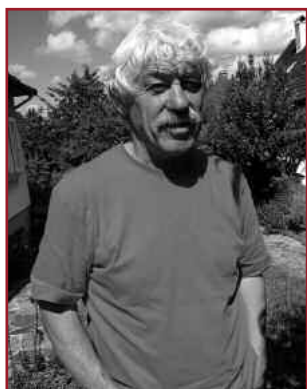


La Maison des solidarités et de la citoyenneté a ouvert ses portes au 51, quai de Juillet, dans les anciens bureaux de l'OPAC du Calvados (qui reste propriétaire des lieux). Dédiée à l'économie solidaire, l'éducation citoyenne, l'environnement et la

solidarité internationale, elle regroupe 22 associations qui militent sur ces terrains, dont certains anciens locataires du quai Hamelin. Huit structures (Ardes, Arpe, Asti 14, Citim, La part du Colibri, Senois, Eco-mobile, Démosthène) ont pris la co-responsabilité de l'association. La Maison

dispose de bureaux, d'espaces de réunions, d'un centre de documentation mutualisé et d'une cafétéria destinée à accueillir des cafés-débats. L'inauguration publique aura lieu le 29 septembre, de 12h à 16h.

« Dénoncer la violatio



Maurice Laisney, responsable de Peuples Solidaires Manche, est également membre du bureau d'Horizons Solidaires.

Créé en 1981 pour défendre les droits économiques, sociaux et culturels dans le monde, le Réseau Solidarité de l'association Peuples Solidaires rassemble aujourd'hui plus de 8000 membres à travers la France. Rencontre avec Maurice Laisney, responsable de l'union régionale qui regroupe les groupes d'Avranches, Flers, Granville, Rennes (lycée le Rheu), Plancoët et Saint-Lô.

Horizons Solidaires : Quelle est l'origine du Réseau Solidarité ?

Maurice Laisney : En 1980, seize militants bretons se sont rendus au Brésil, qui émergeait à peine d'une période très sombre de la dictature. Au cours de leur voyage, ils ont rencontré des ouvriers, des avocats, des syndicalistes, des paysans qui luttent pour défendre leurs droits. À la question comment pouvons-nous vous aider ?, tous répondaient " Parlez en Europe de ce que vous avez vu ici, dites nos conditions de vie et de lutte. Il faut qu'on sache là-bas... " Moins d'un an plus tard, c'est au sein du Mouvement 1% Tiers Monde, dont certains militants bretons étaient membres, qu'est née l'idée de créer une structure capable d'alerter rapidement l'opinion publique face à des demandes semblables à celles des Brésiliens.

H.S : Comment s'organise-t-il ?

M.L. : Aujourd'hui, Réseau Solidarité est une des activités de l'association Peuples Solidaires, née en 1983 de la fusion du Mouvement 1% Tiers Monde avec l'Union des Comités pour le Développement des Peuples. Forte d'un réseau de plus de 8000 membres répartis dans 73 groupes locaux à travers toute la France, l'association Peuples Solidaires agit

contre les causes du mal-développement en menant au Nord des actions d'éducation à la citoyenneté et à travers des campagnes de mobilisation, et en soutenant au Sud des projets de développement ainsi que des citoyens engagés dans la défense de leurs droits économiques, sociaux ou culturels.

H.S. : Quelles actions menez-vous ?

M.L. : Réseau Solidarités-Peuples Solidaires soutient les hommes et les femmes des pays du Sud qui se mobilisent pour faire respecter leurs droits, en relayant l'information et en faisant pression sur les décideurs par le biais de campagnes de lettres. Ces lettres, que l'on appelle des « appels », sont exclusivement élaborées à la demande d'organisations du Sud. Elles sont ensuite envoyées aux membres de Réseau Solidarité avec une lettre type à adresser aux autorités concernées.

H.S. : Quel est le but recherché ?

M.L. : Le silence est le meilleur allié de ceux qui violent les droits de l'homme. Pointer du doigt les agissements d'une multinationale ou d'un responsable politique n'est pas neutre : les « cibles » auxquelles nous nous adressons sont sensibles à leur image.

suite de l'interview en page 5

Équateur : le combat



En Equateur, premier exportateur mondial de bananes, la législation du travail n'a jamais été très protectrice des travailleurs agricoles.

Dans le cadre du collectif européen EUROBAN (1) qui milite pour une amélioration des conditions de vie des travailleurs agricoles des plantations et des petits producteurs, une délégation de Peuples Solidaires, dont faisait partie Pierrette et Maurice Laisney de Saint-Lô, s'est rendue en Équateur du 22 novembre au 6 décembre dernier. Retour d'expérience.

PEUPLES SOLIDAIRES

« n des droits au Sud »

des travailleurs agricoles



ment au milieu urbain. Le dispositif légal définit pourtant un salaire minimum, les types de contrats de travail, l'obligation d'être inscrit à la sécurité sociale, les règles de licenciement et le droit syndical. Or, le mouvement syndical est vivement réprimé par les propriétaires et les sanctions pour contraindre les patrons au respect du droit du travail ne sont pas efficaces.

Le secteur bananier contrôlé par les grands propriétaires

En Équateur, premier exportateur mondial de bananes, 300 000 travailleurs et 1,5 million de personnes vivent de cette culture.

« Ce secteur est contrôlé par les grands propriétaires qui ont un pouvoir économique mais aussi politique très fort. Ils se prémunissent contre toute volonté d'organisation des travailleurs agricoles. Des gardes armés circulent dans les plantations. Les syndicalistes sont licenciés, inscrits sur des listes noires, et ne retrouvent plus de travail. Les propriétaires utilisent tous les biais pour s'affranchir des lois du travail ; en particulier grâce à la sous-traitance de l'embauche ». Les propriétaires s'arrangent en effet pour multiplier les entreprises de manière à ce que les effectifs n'atteignent pas plus de trente salariés. De ce fait, le seuil ouvrant l'obligation d'une représentation syndicale n'est jamais atteint. Conséquence : sans organisation pour défendre leurs droits, les ouvriers sont exploités, les salaires sont très bas et les primes sociales liées au licenciement sont inexistantes.

Dans le secteur du sucre, du riz et des fleurs, la situation des travailleurs n'est pas plus enviable que dans celui de la

banane. Les échanges avec les représentants d'un syndicat dans le canton de Milagro révèlent la pénibilité du travail, la précarité de l'emploi, le bas niveau des salaires et la répression syndicale. Les témoignages de petits producteurs de riz mettent en évidence la dégradation des conditions de vie associée à la progression de la monoculture et aux importations de riz (Etats-Unis et Thaïlande), qui les contraignent à commercialiser leur production à des prix toujours plus bas. Leur dépendance par rapport aux entrepreneurs locaux, tout à la fois loueurs de machines,

suite du dossier en page 6

Maurice Laisney, responsable de Peuples Solidaires Manche, est également membre du bureau d'Horizons Solidaires.



Peuples Solidaires

Notre mission affichait plusieurs objectifs, explique Maurice Laisney. Il s'agissait de parfaire notre connaissance des problèmes liés à la culture de la banane, mais aussi du riz, du sucre et des fleurs, et de relancer les contacts avec nos partenaires et petits syndicats locaux ».

Le séjour s'est déroulé dans la région de Guayaquil, la plus grande ville de l'Équateur devant Quito, la capitale, où la délégation a pu rencontrer le sous-directeur du Travail. Selon lui, la législation du travail en Équateur n'a jamais été très protectrice des travailleurs agricoles. Le code du travail, entré en vigueur en 1938, s'intéressait essentielle-

Suite du dossier des pages 4 et 5 : Équateur : le combat des travailleurs agricoles

fournisseurs de semences, usuriers et acheteurs des récoltes, n'arrange rien à leurs difficultés économiques. Les petits producteurs, qui survivent difficilement, cherchent à se donner de nouvelles perspectives du côté du commerce équitable ou de l'agriculture biologique. Cependant, les conditions de production et de commercialisation nécessitent des moyens qu'ils n'ont pas.

Une stratégie syndicale vitale

Depuis 1969, la Fenacle, qui regroupe des associations, des syndicats, des comités d'entreprises..., et qui compte aujourd'hui 120 000 affiliés, joue un rôle important pour permettre aux petits producteurs de s'organiser, et pour défendre les droits des travailleurs agricoles. La Fenacle s'attache notamment à renforcer les organisations collectives et démocratiques par l'éducation et la formation permanente, mais aussi en assurant une assistance juridique. Elle œuvre également pour dynamiser le syndicalisme, sensibiliser les consommateurs nationaux et internationaux au respect des droits, et utilise la solidarité internationale comme

moyen de pression.

À l'issue de sa mission, la délégation de Peuples Solidaires, qui souligne l'importance de collaborer avec la Fenacle, envisage plusieurs pistes d'actions. « Les modalités pratiques restent à définir mais on peut déjà envisager d'appuyer son travail de syndicalisation dans les plantations et de proposer des appels de Réseau Solidarité pour contribuer à la résolution de conflits, détaille Maurice Laisney. On peut inviter des groupes locaux de Peuples Solidaires à établir des partenariats pour soutenir des projets, et bien sûr, faire connaître partout en Europe, la situation des travailleurs et des producteurs du secteur agricole en Équateur ».

(1) Le collectif EUROBAN réunit 35 associations et syndicats de 13 pays européens. Ce collectif européen a pour but de sensibiliser l'opinion publique aux questions liées au marché mondial de la banane, de participer à des campagnes de soutien aux travailleurs, de mettre en place et coordonner des actions communes (production d'outils, lobbying...).

Dans le secteur du riz, la situation des travailleurs n'est pas plus enviable que dans celui de la banane.



Peuples Solidaires

En Inde, une marche en soutien aux « sans-terre »



Depuis les élections de 2004, le gouvernement fédéral promet de faire appliquer la réforme agraire qui prévoit notamment de redistribuer des terres aux paysans les plus

pauvres. Ces derniers ne voient cependant rien venir. Le mouvement d'inspiration gandhienne Ekta Parishad, partenaire de Réseau Solidarité-Peuples Solidaires, a donc décidé de réagir en organisant une grande marche pacifique d'information et de revendication. Du 2 octobre (date anniversaire de la naissance de Gandhi) au 22 octobre 2007, une marche de 350 km entre Gwalior et Delhi réunira 25 000 sans terres, ouvriers agricoles, membres d'organisations de défense des droits de l'homme... Dans la capitale fédérale, ils seront

rejoins par 100 000 manifestants pour un sit-in organisé devant le Parlement. L'événement se prépare depuis près de deux ans. L'an dernier, une marche-test avait déjà été organisée.

Le Réseau Solidarité de Peuples Solidaires relaie cette action en lançant une vaste campagne d'appels. Une lettre type a été rédigée à l'attention du Premier ministre indien Manmohan Singh. Pour vous la procurer et l'envoyer, il suffit de la télécharger sur le site de Peuples Solidaires, www.peuples-solidaires.org. Elle est aussi disponible auprès du CITIM (Centre d'information Tiers Monde), Maison des Solidarités, 51 quai de Juillet à Caen.



suite de l'interview de la page 4

H.S. : Quelles avancées permettent-elles ?

M.L. : 7 fois sur 10, les campagnes de lettres contribuent à faire évoluer, voire à débloquent des situations. Les exemples ne manquent pas. En août 2005, 133 ouvrières de La Gacillienne, une filiale d'Yves Rocher au Burkina Faso, ont été brutalement licenciées après neuf années de travail dans des conditions difficiles. Grâce aux nombreuses lettres adressées au siège de la firme cosmétique, une négociation a pu être établie entre la direction et les salariées. En 2004 au Costa Rica, une campagne de discrimination et de harcèlement contre les syndicalistes a été lancée dans deux bananeraies appartenant à une société agro-industrielle. À l'issue d'un appel de Réseau Solidarités, et grâce à la persévérance des syndicalistes, un accord de conciliation a été conclu en mars 2008 sur la réintégration des syndicalistes licenciés et le respect de la liberté syndicale.

H.S. : Quelles sont les autres activités de l'association ?

M.L. : Peuples Solidaires participe à des forums sociaux, des animations locales... La fédération anime aussi des programmes thématiques comme celui sur le commerce international de la banane, lancé en 2004. Elle organise des voyages-découvertes militants... Des missions ont également lieu pour renforcer les relations avec nos partenaires, comme celle à laquelle mon épouse et moi avons participé du 22 novembre au 6 décembre dernier en Équateur (lire ci-contre). L'objectif reste identique : aider les personnes qui luttent pour leurs droits à s'organiser, à se faire reconnaître pour que leurs droits soient enfin respectés et appliqués.

Contact :

Maurice Laisney
80, rue de Bourgogne
50 000 Saint-Lô
Tél. 02 33 05 28 18
Mail : maurice.laisney@wanadoo.fr

Sur internet :

www.peuples-solidaires.org



REPÈRES

Localité : à l'Ouest de l'Amérique du Sud
Frontières : le Pérou au Sud et la Colombie au Nord
Régime : république
Surface : 283 560 km² (la moitié de la France)
Population : 13 millions d'habitants
Capitale : Quito, mais la plus grande ville est Guayaquil
Ville la plus peuplée : Guayaquil. La ville est entourée de vastes zones où l'habitat est manifestement précaire et insalubre. Beaucoup d'adultes, mais aussi d'enfants, tirent de maigres ressources de la vente d'eau fraîche ou de quelques fruits au détour des rues ou dans les bus.

L'insécurité liée à la fracture sociale est manifeste, particulièrement en ville. Dans les magasins d'épicerie, le contact et les échanges ne s'établissent qu'à travers des grilles. Des vigiles contrôlent les entrées aux portes des hôtels. De nombreux gardes armés circulent dans les quartiers très fréquentés. Les zones de résidence des classes moyennes et supérieures sont entourées de hauts murs surmontés de barbelés.

Les Afrikales reviennent cet automne

Du 18 octobre au 18 novembre 2007, la région reprend le chemin de l'Afrique pour la 2^e édition des Afrikales.

Susciter un autre regard sur l'Afrique ; sensibiliser aux cultures africaines contemporaines, à la coopération décentralisée et à la solidarité internationale ; informer, mobiliser les citoyens et les élus : tels sont les enjeux des Afrikales. Après une première édition à l'automne 2005 qui avait réuni une soixantaine d'artistes et plus de 20 000 participants, les Rencontres culturelles africaines sont de retour en Normandie. La formule – la prise en charge des manifestations en partenariat avec des collectivités et des structures culturelles – et le principe de diffusion sur l'ensemble du territoire régional restent inchangés. Les grandes lignes de l'édition 2007 sont d'ores et déjà tracées.

« Les ateliers dans les écoles et les centres de loisirs avaient été un point fort de l'édition 2005, reconnaît Jacqueline Baury, la présidente. Ils sont reconduits dans 16 communes bas-normandes où des artistes installés dans la région initieront des enfants et des lycéens à la danse et la musique africaines ou encore à la fabrication de batik ». La restitution des ateliers se fera à Mézidon-Canon le 17 novembre.

La programmation littéraire a fait l'objet cette année d'un effort particulier. L'équipe s'est associée à Bernard Magnier, directeur de la collection *Afriques* chez Actes Sud, pour élaborer six rencontres littéraires, du 24 au 27 octobre, à Hérouville Saint-Clair, Fleury-sur-Orne, Vire, Agneaux, Cherbourg et Alençon. Autour de Gaston Kelman (*Je suis noir et je n'aime pas le manioc*) seront réunis de jeunes auteurs africains ou ayant une actualité littéraire (Wilfried N'Sondé, Souad Belhaddad, Aggée Célestin Myaz-

Unik Studio



hom, Scolastique Mukasonga, Jean-Luc Raharimanana). A Hérouville Saint-Clair, la rencontre s'inscrit dans le cadre d'une soirée hommage à Ousmane Sembene, le 24 octobre, avec la diffusion de son dernier film, *Mooladé* (2004) et de Borrom Sarret, premier court-métrage africain de fiction.

La soirée d'ouverture des Afrikales aura lieu à Hérouville-Saint-Clair le 18 octobre avec un spectacle emblématique du métissage culturel : « Kristo Numpuby chante Brassens ». D'autres musiciens sont invités : le Camerounais Erik Aliana et son groupe Korongo Jam, déjà présent lors de l'édition 2005 (à Argentan et Alençon les 26 et 27 octobre), Boubacar Traoré (concert organisé par la ville de Vire le 26 octobre), Ali Boulo Santo et le chœur Toulouse Midi Pyrénées (à Carolles le 17 novembre), la chanteuse Mam'Sika (Saint-Lô le 20 octobre) et le conteur-musicien sénégalais,

Ablaye Cissoko (à Fleury-sur-Orne le 17 novembre). Adama Adépoju, conteur ivoirien, est attendu à Vire le 20 octobre et à Fleury-sur-Orne et Brécé le 13 novembre. La comédienne Maimouna Gueye, revient avec son second spectacle : « Bambi, elle est noire mais elle est belle... » (à Cherbourg le 25 octobre). Les lieux programmant des manifestations accueilleront par ailleurs des expositions de peintures et de sculptures, ainsi que des panneaux ou des stands relatifs à la solidarité internationale. Enfin, on débatera autour des thèmes « femmes, moteur du développement » à Cherbourg, de « la coopération décentralisée et l'ouverture au monde » à Fleury-sur-Orne, « la solidarité numérique » et « la coopération internationale, pourquoi ? » à Hérouville.

Pour plus d'informations, contacter les Afrikales au 02 31 93 33 01 ou par

mail à lesafrikales@wanadoo.fr.

Site internet : <http://lesafrikales.free.fr>

Les Afrikales bénéficient du soutien financier de la Région Basse-Normandie, du Conseil général de la Manche, du Centre Régional des Lettres, d'EDF, de la ville d'Alençon et de l'ACSE (ex-FASILD).

L'escale à Alençon

Après Hérouville en 2005, la ville d'Alençon accueillera cette année le temps fort de la manifestation : l'escale Afrikales, les 27 et 28 octobre. Organisée par les Afrikales et l'association de jumelage Alençon-Koutiala (AJAK), avec le soutien de la municipalité, l'escale aura lieu à la Halle au Blé (rencontres littéraires, expositions, documentaires, tables rondes et animation de l'école de musique) et à la Halle aux Toiles (concert de Korongo Jam le samedi soir et exposition de masques et batik).

Les Cahiers N°59. Septembre 2007. Publication d'Horizons Solidaires, Centre de ressources pour la coopération décentralisée et la solidarité internationale en Basse-Normandie. Siège social : 38 quai Hamelin 14000 Caen. Tél / Fax : 02 31 84 39 09. Mél : horizons-solidaires@orange.fr Web : www.horizons-solidaires.org - Directeur de la publication : Marie-Odile Tavernier. Commission communication : Jean Deshayes, Raymond Gauer, Marie-France Gignoux et Sandra Baude - Rédaction : Aprim, 56 rue Albert 1^{er} 14000 Caen. Tél : 02 31 35 86 10 / Fax : 02 31 35 86 11. Mél. m.carre@aprim-caen.fr. Web : www.aprim-caen.fr Coordination de l'information : Marylène Carre. Dépôt légal à parution. Numéro de commission paritaire en cours.